

cerises

la coopérative

DÉCOUVREZ
le nouveau site *Cerises*,
la coopérative ici

Humeur de Cerises

Après le français C215, l'anglais Banksy a peint sur 7 œuvres autour de Kiev en soutien aux ukrainien-ne-s. D'aucuns sur les réseaux sociaux l'ont demandé en Iran.

Le nouveau président kényan, William Ruto, vient de débloquer des fonds de prêts personnels à un taux un peu plus bas que l'inflation. Auto-entreprises, PME, start-up : le nom de ce programme ? Le « fonds des débrouillards »...

L'actuelle ministre des sports percevait plus de 35 000 euros nets par mois du temps où elle était directrice générale de la FFT. Un indice du « business » qui règne dans cette fédération de tennis. Et un montant digne du CAC40 !

Le patron trentenaire de FTX, cryptomonnaie, valorisé à 32 milliards de dollars, en dépôt de bilan, a été arrêté aux Bahamas où il réside. Les feuilles pourries s'y ramassent à la pelle ...

Toute l'équipe de rédaction et du conseil éditorial de *Cerises la Coopérative* vous souhaitent à toutes et tous, lectrices et lecteurs fidèles ou occasionnel-le-s une année 2023 combative, réjouissante, enthousiasmante, surprenante. Nos meilleurs vœux de bonheur et de santé. Allez rendre visite à notre nouveau-né <https://ceriseslacooperative.info/> et n'hésitez pas à lui apporter votre contribution.

Le fruit de notre travail

Depuis 1945 la Droite – y compris le PS en étatisant la Sécu – les milieux financiers n'ont eu de cesse de remettre en cause ce qui a été gagné de hautes luttes. Déjà en 1949 la Sécurité sociale et sa gestion par les représentant-es des salarié-es étaient contestées au nom du déficit. En 1958 M. Debré s'est attaqué à cette conquête majeure car c'est une logique opposée au capitalisme. Le salaire n'est plus lié à l'emploi mais à la personne. Ainsi on peut percevoir des allocations familiales ou une allocation chômage, et la retraite est la continuation du salaire. Le salaire est un attribut de la personne et la classe dirigeante ne le supporte pas. En 1981 la victoire de la Gauche a validé le droit à la retraite à 60 ans pour 37,5 annuités de cotisations. La droite n'a jamais lâché prise et dès qu'elle est revenue au pouvoir, a remis en cause le droit à une retraite décente pour tous (Réforme Balladur 1993, Juppé 1995, Fillon 2003 et 2010) et en 2019 et 2022. La Droite souvent avec l'appui du PS (Rocard, Touraine) en a fait une arme idéologique et économique avec des arguments fallacieux. Aujourd'hui la réforme est brutale et sans aucune justification : repousser l'âge de départ à la retraite à 65 ans d'ici 2031. On voit un jeu de dupes entre les macroniens et LR sur 64 ou 65 ans. Le fond du problème n'est pas là. Outre que le COR dit qu'il n'y a pas « le feu au lac » notre système de retraite n'est pas en danger. Il correspond à 14% du PIB soit 340 milliards €/an. Pour E. Borne il s'agit de trouver 12 milliards/an pour réduire les prélèvements obligatoires et faire des économies massives sur les retraites afin d'équilibrer la baisse des impôts de production (cf. projet de loi de finances). On nous ressort les mêmes arguments: on vit plus longtemps donc on doit travailler plus longtemps. Or, ce qu'on appelle « les charges patronales » sont le fruit du travail et les dividendes du CAC 40 ne cotisent à rien. 40% des travailleurs sont sans emploi au moment de partir en retraite à 62 ans et beaucoup ne profitent pas de leur retraite pleinement à cause d'une santé défaillante. La réforme nous ramènerait pour les jeunes générations à une situation qu'ont connue leurs arrières grands-parents dans les années 30 en termes de durée et de montant des pensions. La réforme de l'allocation chômage allant dans le même sens. Pour gagner sur ce terrain au-delà de l'unité nécessaire du monde syndical, il faut affronter radicalement les milieux financiers, contester la logique capitaliste et ouvrir les possibles d'un autre « contrat social ».

D'ailleurs, la question des retraites est-elle d'abord une question économique ou une question politique ? ●

DANIEL ROME



Bridor dehors !



Louis Le Duff chef d'entreprise breton à la tête d'un groupe dont le chiffre d'affaires frôle le milliard d'euros, a l'ambition de doubler ce chiffre tous les 5 ans. Dans ses projets, l'implantation à Liffré (35) d'une usine de production de viennoiseries surgelées destinées à hauteur de 70 % à l'exportation (Asie et Amérique) pour l'hôtellerie de luxe. 650 tonnes de viennoiseries par jour.

L'usine devait commencer à fonctionner en 2022 mais c'était sans compter la mobilisation qui s'est développée contre ce projet en contradiction totale avec les enjeux climatiques et environnementaux. A l'heure où il faut penser diminution des GES, relocalisation, respect de l'environnement et de la biodiversité, la construction anachronique de cette usine aurait comme conséquence l'artificialisation des sols sur une zone située en tête de bassin versant, la saturation de la circulation routière (940 véhicules/jour), la destruction de haies bocagères et chênes centenaires, de zones humides, une consommation d'eau équivalente à la moitié de celle des 8000 habitant·es de Liffré...

Projet hors du temps !

Le collectif COLERE¹ mène la lutte: we de mobilisation, marches, interventions dans les débats publics, démarches juridiques... La marche du 5 novembre dernier a réuni près de 600 personnes.

Ce n'est pas du goût de Louis Leduff qui menace de se retirer du projet et brandit le chantage à l'emploi !

Le président de la région Bretagne, ancien maire de Liffré, lui emboitant le pas a tenté de jouer l'opposition entre social et écologique et accusé les militants de dédaigner les ouvriers !

Dans une tribune², 40 organisations (mouvements, associations, syndicats, partis) affirment qu'une alternative sociale et écologique est possible : « Nous entrons en lutte pour une zone naturelle préservée, des ressources conservées, un projet agricole pérenne et de qualité, la création d'activités pour répondre aux besoins locaux et à venir ».

● SYLVIE LARUE

1. COLERE : Comité local pour l'Environnement et la Résilience Écologique à Liffré
2. Tribune contre le projet Bridor

GAUCHE : CONGRES DE CRISE. PARTIS EN VRAC

NPA, EELV, LFI, PS, Génération.s, trois caractéristiques émergent de ces congrès :

- La crise est au rendez-vous, avec son cortège de noms d'oiseau et de clivages exacerbés
- Les questions de fond sont souvent brumeuses ou inaudibles alors que (dé)personnalisation et mouvements de pré-carrés sont plus que jamais visibles
- Le processus d'éclatement se poursuit.

L'Assemblée générale d'Ensemble, mi-novembre, a pu adopter des décisions au consensus, sans avoir pu éviter le départ de GES. Dans la plupart des partis et mouvements de gauche, le rapport à LFI et/ou à la NUPES constitue un point de clivage, l'anti mélenchonisme fait souvent office d'affirmation identitaire. Au PS, au PCF comme au NPA...

Dans un paysage déjà profondément éclaté, sans que les lignes de fond soient forcément clairement établies, le processus «à l'italienne» se poursuit ; l'écart entre «la politique» et «les citoyen.ne.s» s'en creuse encore. Les crises mondiales (eau, climat, échanges, géopolitiques...) semblent échapper à toute intervention alternative. Le capitalisme mondialisé se débat dans ses problèmes, et ses guerres, sans guère de contestation, globale. L'altermondialisme cherche son second souffle, le syndicalisme est aussi essouffé que les institutions internationales. De tout cela les partis de gauche ne causent guère. Il faudra bien pourtant un jour que les partis se préoccupent de nouveau des valeurs, des propositions et de leurs mises en débat. Et laissent au «peuple» auto-gérer gestion et pouvoir(s).

● PATRICK VASSALLO

Soignants et usagers, ensemble pour gagner

S'il semble souhaitable d'améliorer les conditions de travail et de rémunération des professionnels de santé, ne faut-il pas le faire dans l'intérêt des patients et de la protection sociale ? Le but annoncé de la grève des médecins libéraux¹ centré sur la rémunération pourrait aggraver les difficultés d'accès aux soins : qui pourra payer 50 euros chez le généraliste, remboursé 25 euros par la sécu et le reste par les mutuelles ? Ce recours obligé aux mutuelles privées signerait la fin de la Sécu comme couverture des risques égale pour tous.

La dégradation de la médecine générale, de l'hôpital et de la sécurité sociale forme un tout provoqué par la politique des gouvernements de tous bords depuis 40 ans : en finir avec le système de santé et de protection sociale égalitaire et ouvrir la porte aux intérêts privés. Les déserts médicaux trouvent leur origine dans la limitation de nombre d'étudiants en médecine (1971) pour amorcer la baisse des « dépenses » de santé !

Il est urgent de dégager des moyens pour former davantage de soignants et mettre en œuvre un nouvel exercice de la médecine, actuellement en débat. Ce dernier répondrait à l'augmentation du nombre de patients (vieillesse, maladies chroniques) et aux aspirations de nombreux soignants et patients: coordination des soins, fin de la tarification à l'acte, nouveau partage des tâches entre soignants et avec les administratifs, création de centres de santé où les médecins pourraient s'installer.

Il est urgent de dégager des moyens pour la Sécurité sociale (la retraite en fait partie) et de défendre son principe : « Chacun cotise en fonction de ses moyens et reçoit selon ses besoins », grâce auquel la santé est devenue un droit égal pour tous. Il conviendrait de l'étendre à d'autres domaines que celui de la santé.

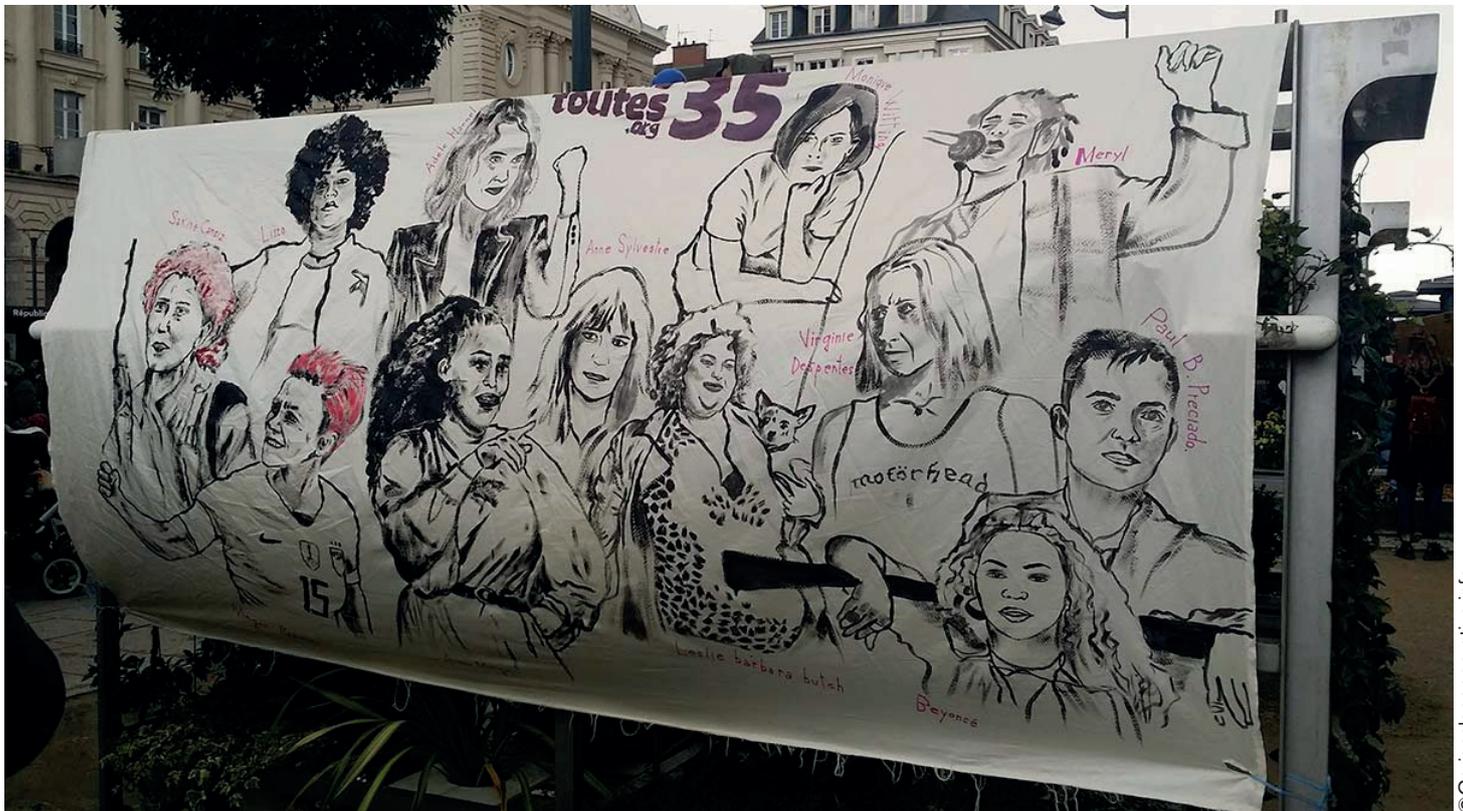
Pour gagner, professionnels de santé, usagers, retraités n'ont pas d'autres choix que de se rassembler sur un objectif commun à tous : exiger les moyens financiers pour satisfaire l'ensemble de leurs revendications spécifiques. L'argent des contribuables et du travail (cotisations) sont suffisants mais les gouvernements les détournent au profit des intérêts privés : le patronat a été exonéré de 50 milliards de cotisations qui ne financent plus la Sécurité sociale. Les revenus financiers des entreprises et des banques (320 milliards d'euros) ne cotisent pas à la sécu. Si on les soumettait au taux actuel, ils rapporteraient plus de 84 milliards d'euros à la sécu.

Faute de mettre leurs luttes à ce niveau, les différents acteurs risquent de se diviser : médecins contre usagers ; retraités contre « régimes spéciaux »... A la grande satisfaction du gouvernement dont l'argument principal est qu'il n'y a pas d'argent pour tout le monde.

● JOSIANE ZARKA

¹. Une renégociation de la convention des médecins libéraux est en cours avec la Caisse Nationale d'Assurance Maladie.





© Ceriseslacoperative.info

Addition des luttes ou cause commune ?

Féministes, antiracistes, écologistes... La multiplicité des engagements empêche-t-elle de penser le système capitaliste dans sa globalité ?

Peut-on mettre fin au sexisme, au racisme, à la crise climatique sans sortir du système capitaliste ? Et inversement ?

Si nous refusons de hiérarchiser les luttes, comment construire ensemble un rapport de force plus favorable ?

De l'addition des luttes à une dynamique populaire politique

De nombreux·ses militant·es d'espaces alternatifs sont défini·es à partir de situations sociales concrètes : les féministes, celles et ceux qui combattent le racisme ou toute autre discrimination, celles et ceux qui luttent contre la crise écologique et climatique, les anticoloniaux...

Lorsque l'on évoque l'anticapitalisme ils redoutent qu'on oublie voire que l'on noie ce qui les met en mouvement. Il est vrai qu'historiquement a dominé dans le mouvement ouvrier une hiérarchisation des urgences, souvent au détriment de ces engagements. La lutte des classes s'organisait essentiellement autour du rapport travail/capital. Mais ne peut-on pas penser qu'au contraire la multiplicité des engagements permettent de mieux penser le capitalisme comme système et débouchent sur un anticapitalisme plus cohérent ? Le capitalisme n'est-il essentiellement qu'un mode économique ou englobe-t-il toutes les dimensions de la vie et fait donc système ?

En quoi le capitalisme ne peut plus répondre ni aux un·es ni aux autres ? En quoi une crise telle qu'à la différence des trois quarts du XX^{ème} siècle cela remet en cause et le rendement du capital et sa domination ? Ne sommes-nous pas devant une nouvelle phase historique qui signale la fin du keynésianisme ou du compromis fordien c'est-à-dire que le rendement du capital serait désormais antinomique avec tout ce qui fait le vivant ?

Cela fait de chaque revendication et aspiration un levier pour une autre organisation et une autre finalité de la société. Ces aspirations dessinent alors du « déjà-là » sur lesquels toute quête d'alternative peut prendre appui. Le désir d'être recon-

nu jusque dans son individualité – les femmes, les migrants, les populations de l'outre-mer comme les jeunes ou les salarié·es – ne pose-t-il pas pour toutes et tous la nécessité d'une société dont le fonctionnement s'appuie sur chaque personne. Et donc de la conception de la démocratie peut-elle demeurer verticale masquant à peine la puissance et la nocivité du capitalisme ? L'écologie et la crise climatique posent à la fois la question de la finalité de l'économie et de qui a le pouvoir de faire les choix. Nous sommes toutes et tous confronté·es au même antagonisme : nous sommes face aux menées des tenants du capital. La lutte des classes c'est la lutte de toutes et tous contre ce système et la construction d'un autre qui dépend de nous toutes et tous. Quels sont là des « dénominateurs communs » à toutes les mobilisations ? Comment permettent-ils de passer de l'addition de luttes et de mouvements à une dynamique populaire qui s'empare du politique ? Comment faire cause commune sans s'effacer derrière qui ou quoi que ce soit ?

Quels éléments permettent à chaque mouvement d'agir pour un rapport de forces qui lui soit plus favorable ? Et améliorent le mouvement général de transformation et d'anticapitalisme ?

Merci à Said Bouamama, Laurent Eyraud-Chaume, Sylvie Ferrer, Arya Méroni, Odile Cholet - Corinne Le Fustec - Étienne Miossec, Omar Slaouti, Pierre Zarka ainsi que la FRAP, pour leurs contributions à ce débat.

Bonne lecture

● **L'équipe de rédaction**

Anticapitalisme et engagements multiples

Il est fréquent lorsque l'on évoque l'anticapitalisme que nombre de celles et ceux qui agissent, redoutent que l'on noie la cause qui les identifie à leur engagement. Il est vrai que dans l'histoire du mouvement ouvrier a dominé une hiérarchisation des combats, souvent au détriment de ce qui n'était pas directement le rapport travail/capital. Pire, il est arrivé que des combats soient perçus comme gênant le combat général.

Face aux échecs du passé, la volonté de préserver la maîtrise de son engagement et l'identité collective qu'il produit, peut déboucher sur des phénomènes de replis et d'éparpillement des luttes. N'y a-t-il pas un certain renoncement à vouloir réorganiser l'ensemble de la société ou à limiter cette réorganisation à son « territoire » ?

Ces 2 approches ont de fait pour point commun de considérer le capitalisme uniquement sous sa dimension économique. Or le capitalisme est un entrelacs de rapports de dominations et de ségrégations.

Pour les progressistes, le risque est de se pencher vers plus malheureux que soit, avec un côté charité et condescendant. En quoi suis-je concerné par le féminisme et l'antiracisme ? Je ne serai jamais ni femme ni africain. Nous sommes des êtres sociaux. Je suis ce que je suis et aussi ce que je ne suis pas. Il y a entre nous une interdépendance de devenir. Le sexisme et le racisme m'amputent de

parts de mon réel. Ils tentent de rendre « tolérable » la cascade de dominations que je subis : j'ai quelqu'un *en dessous* de moi. C'est la consolation du « petit blanc » dans les pays colonisés. L'apport des femmes au combat de classe a été de ne pas nous limiter au partage des richesses et d'inclure les rapports de domination comme fondamental. Ce qui a fondamentalement manqué au soviétisme. L'apport des migrants et enfants de migrants : l'exigence d'égalité dans l'inclusion des différences. Qu'est-ce qu'un peuple si ce ne sont celles et ceux qui dégagent un sort commun ? Et de ce fait on cerne mieux qui n'en fait pas partie : les exploités. L'apport de l'écologie est de souligner combien la course au profit menace l'humanité. En France 4 entreprises du CAC 40 émettent 3 fois plus de CO2 que l'ensemble des habitants.

La crise dit l'incapacité du capital à se reproduire avec ce qu'ont été les importantes victoires sociales du XX^{ème} siècle. Le travail humain de plus en plus qualifié, son coût, la soif de démocratie et de reconnaissance de soi que cela génère, le renouvellement de plus en plus rapide des machines le mettent en péril. Le capital a besoin financièrement d'inégalités de traitement et politiquement de morceler le mouvement populaire. Comme il a besoin de piller la nature. Aucun combat se suffira à lui-même sans participer à son dépassement.

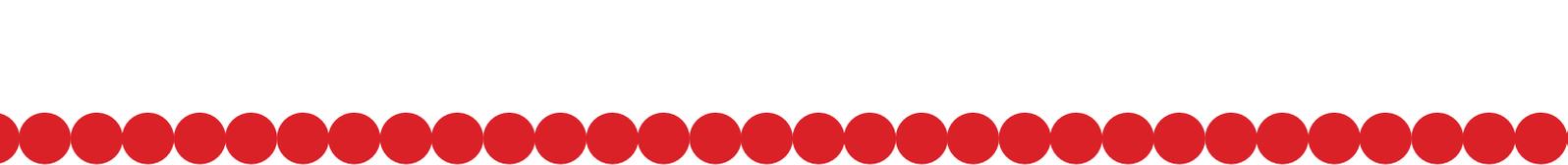
Chaque mouvement vient renforcer le combat non pour faire masse mais en rendant l'anticapitalisme plus complet

Cela rehausse la portée de chaque aspiration en en faisant un levier pour une autre société. A condition de la traiter comme telle. Chaque mouvement vient renforcer le combat non pour faire masse mais en rendant l'anticapitalisme plus complet, en discernant mieux l'obstacle. D'où une efficacité nouvelle. Le social a besoin de toutes ces spécificités pour être le social sinon il ne reste que corporatiste, ce qui peut nourrir des mises en concurrence entre nous.

La construction de soi suppose la fin du capitalisme. Pour ne pas laisser à ce dernier le monopole de faire système, nous avons besoin les un-es des autres afin de devenir porteur-se-s d'une projection vers une société fondée sur la reconnaissance de l'apport de chacun-e. Ainsi chacun des objectifs de ces combats devient un critère d'efficacité sociale et le vecteur d'un engagement plus large et plus profond.

● Pierre Zarka

Le capitalisme est un entrelacs de rapports de dominations et de ségrégations



Il faut que cette unité se pense et se construise depuis la pluralité, depuis le tout multiforme et non depuis des centres autoproclamés

En France, pour l'instant cette inscription de classe des nouveaux espaces de lutte est timide. Ils ne sont pas uniformes, ni politiquement, ni socialement. Il y a une bataille pour l'hégémonie. Le principal obstacle est que si majoritairement ils sont composés de personnes issues de la classe ouvrière élargie, il y a des difficultés pour beaucoup à se penser subjectivement comme y appartenant, à cause du poids du néolibéralisme, mais aussi des mauvaises relations entretenues avec le mouvement ouvrier traditionnel qui ne permet pas de faire le lien entre les générations militantes.

Trop souvent encore il y a du mépris ou de la méfiance, de l'hostilité de la part du mouvement ouvrier traditionnel qui se refuse à comprendre pourquoi des mouvements sont autonomes, qui refuse aussi à considérer sérieusement les propositions politiques de ces espaces. Or, cela est dramatique, puisqu'à mesure que le temps avance, la crise du mouvement ouvrier traditionnel s'accélère et elle ne semble pas être prête à se résoudre à coup de sectarisme.

En résulte des absences de dialogue, de confrontation, mais aussi de plus en plus une non-influence du mouvement ouvrier traditionnel sur les nouveaux espaces de lutte. Il ne reste donc souvent plus que l'influence générale de la société, par le néolibéralisme, qui a tendance à construire de réelles barrières, à masquer les rapports d'exploitation, préférant que chacun-e se sente privilégié-e par rapport à l'autre et cherche à déconstruire sa position plutôt que de construire des solidarités pour inverser le rapport de force global. En résulte aussi des politiques de l'éphémère, qui ne construisent pas dans le temps.

Face à cela, le principal défi qui se présente aux militant-e-s anticapitalistes qui participent aux nouveaux espaces de luttes est de construire dans la durée des cadres organisationnels qui permettent de regrouper, de fédérer, d'unifier et de repenser stratégiquement. En ce sens, des espaces comme *Les Camps Climats* ou *La Coordination Féministe*¹, bien que très différents dans leurs structurations

¹. La Coordination Féministe est une coordination de collectifs féministes présents partout sur le territoire. C'est un espace dans lequel s'élaborent des orientations politiques et des stratégies collectives à partir des réalités locales. De fait, c'est le seul espace des luttes féministes autonomes ayant une existence « nationale », dans le sens où il regroupe des collectifs venant de toute la France ; c'est aussi le seul espace de ce type de tous les mouvements de lutte contre les oppressions.

et objectifs, sont des endroits pouvant aider à cette unification. La construction de coordination interne aux nouveaux espaces de luttes devrait être par ailleurs généralisée.

Et finalement, il faudrait aller vers la construction d'espace commun et de coordination entre ces mouvements et les mouvements ouvriers traditionnels. Mais pour cela il faut que cette unité se pense et se construise depuis la pluralité, depuis le tout multiforme et non depuis des centres autoproclamés qui se font concurrence et ne peuvent prétendre représenter l'unité de notre classe en action.

Il faut prendre au sérieux ce qu'implique le fait qu'aujourd'hui il y ait une multiplicité de centres de luttes dynamiques : à l'organisation unique d'une classe ouvrière militante quasi-exclusivement blanche et masculine, s'est substituée une multitude d'espaces. On peut y voir une division historique. On peut aussi considérer que si de nouvelles unifications s'opèrent, pensées et construites depuis cette multiplicité, elles permettront d'atteindre plus de composantes de notre classe que jamais auparavant. Il faut prendre cela au sérieux, et toutes les tâches qui en découlent.

● Arya Méroni



© Ceriseslacoperative.info

Antipatriarcat et écologie

Le texte qui suit est la retranscription d'une prise de parole de la FRAP (Front Révolutionnaire Anti-Patriarcat) lors d'une manifestation écologiste. Le projet contre lequel on luttait se trouvait à l'intersection de plusieurs luttes, comme beaucoup avant et après lui. Un projet rasant un vivier forestier breton pour y placer un champ éolien dans la lignée de la croissance verte, qui visait donc à exploiter des ressources des pays colonisés pour un confort blanc. Ce projet est comme toujours mené par le même système qui exploite tout humain et toute chose dans un seul objectif de croissance.

Cette prise de parole avait pour objectif de montrer que cette lutte était aussi une lutte féministe et queer. Nous avons donc pensé que ce texte entrerait en résonance avec le sujet du dossier de *Cerises* : parce qu'il montre que les luttes sont toujours à l'intersection d'enjeux différents. Et parce qu'il relève la nécessité de visibiliser la pluralité des enjeux, pas pour diviser la lutte, bien au contraire, pour montrer qu'elle est utile à toutes.

Et ça, sans pour autant effacer les différences de conditions matérielles d'existence entre différents groupes sociaux, sans prétendre que tout le monde subit l'impact de projets mortifères de la même manière, sans oublier l'impact du sexisme, du racisme, du validisme, au sein et même hors du capitalisme, sur les situations matérielles des groupes opprimés.

La FRAP

Défendre une écologie féministe et Queer, montrer que tout est lié même si d'apparence les paillettes ce n'est pas écolo, c'est notre objectif.

Antipatriarcat et écologie sont historiquement liées. Depuis les années 70, ce sont majoritairement des femmes qui portent les luttes contre l'extractivisme. Ce sont elles qui ont dû se battre pour l'écologie, et contre des propositions pseudo écologistes, qui ne sont que des idées sexistes et colonialistes, comme la campagne de stérilisation des femmes indiennes.

Les femmes sont les personnes les plus touchées par les changements écologiques. Elles représentent 70% des personnes sous le seuil mondial de pauvreté, et ce sont les personnes qui vivent le plus dans les régions exposées au dérèglement climatique. Elles sont les plus touchées par les catastrophes naturelles : 80% des personnes mortes du tsunami de 2004 en Indonésie sont des femmes.

Les femmes et les personnes queer ont la charge du changement des comportements et du soin. C'est elles qui gèrent le recyclage,



On a le même ennemi, c'est le système capitaliste, raciste, sexiste, validiste

c'est elleux qui arrêtent de manger de la viande et poussent leur entourage à le faire, c'est elleux qui, de façon générale, prennent soin de leur espace de vie, des gens qui les entourent, de leur environnement.

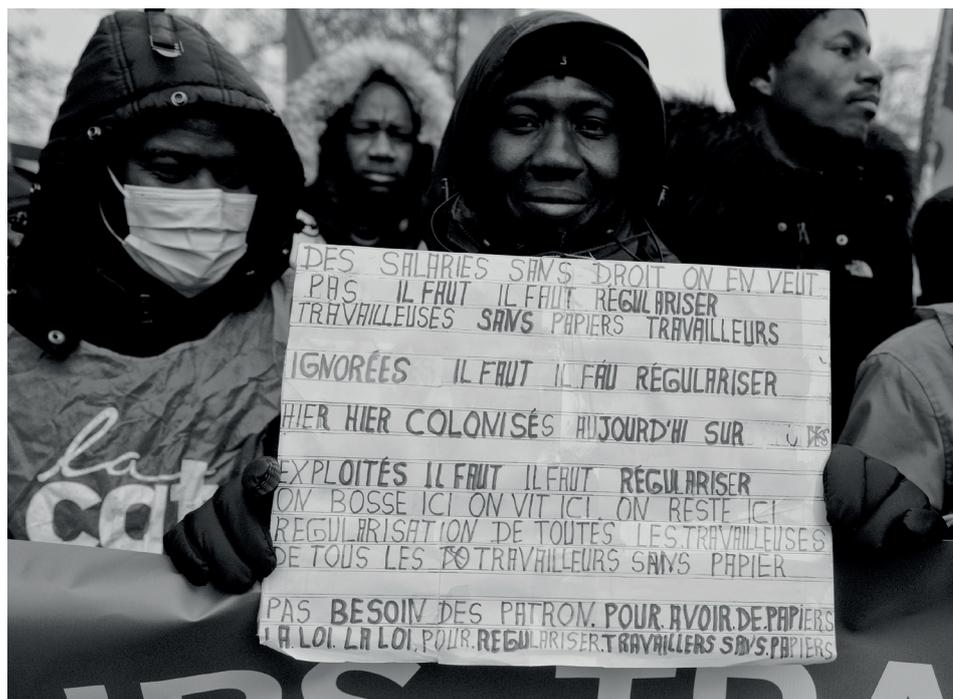
Antipatriarcat et écologie sont liées, parce que ce sont les mêmes qui détruisent l'environnement et la vie des femmes, des personnes queer, des personnes racisé-es, des prolos. Ce sont les hommes cis hétéro blancs bourgeois, qui dirigent les États, les entreprises, les grandes organisations. Ce sont les hommes cis hétéro blancs bourgeois qui exploitent tout sur leur passage, des ressources primaires aux humain-es, pour leur confort. Ce sont les hommes cis hétéro blancs bourgeois qui nous exploitent en utilisant les mêmes mécanismes : la violence, l'objectivisation des autres classes que la leur et de la nature, la dévaluation. C'est d'ailleurs les mêmes hommes qui détruisent la nature, mais qui l'invoquent pour dire que les femmes cis sont na-

turellement plus faibles, qu'être pédé, gouine ou trans ce n'est pas naturel.

On a le même ennemi, c'est le système capitaliste, raciste, sexiste, validiste, qu'il faut détruire sous tous ses aspects.

L'urgence est d'autant plus présente que le fascisme gagne du terrain, et que ça ne fera qu'empirer au fur et à mesure que les migrations climatiques de masse s'amplifieront. Les États vont se refermer, les idées réactionnaires vont prendre encore en puissance, et on sait qui sont les cibles à ces moments là. Ce sont les transpédégouines, les arabes, les noirs, les asiatiques, les juifs, les roms. C'est tout ce qui sort de la norme blanche cis hétéro.

Voilà pourquoi écologie et antipatriarcat sont liées. Aux femmes et personnes queer, c'est aussi notre lutte. Le patriarcat doit s'effondrer pour qu'on ait une chance de gagner la lutte écologiste. ●



©Serge d'Ignazio

La pieuvre et ses tentacules

Convergence des luttes, alliance, « Tous ensemble », articulation des combats sociaux, etc., on ne compte plus les expressions tendant à rendre compte de la nécessité ressentie de dépasser la fragmentation des mouvements sociaux confrontés pourtant à un même système global de domination. Les luttes de classe, féministes, syndicales, antiracistes, anti-impérialistes, etc., se juxtaposent en s'ignorant pour le mieux, se concurrencent ou s'opposent pour le pire.

Le problème posé n'est pas seulement de formaliser le plus grand dénominateur commun à toutes les oppressions, dominations et exploitations mais est, selon nous, de faire avancer la conscience d'une causalité systémique commune à toutes celles-ci. Le capitalisme n'est pas seulement un rapport social d'exploitation du capital sur le travail, il est aussi un système de domination qui

enrôle à son service en les reformatant tous les rapports sociaux de domination qu'a connu l'histoire : patriarcat, rapport social féodal, âgisme, racisme, etc. Quatre décennies d'offensive postmoderne ont fait reculer la conscience de l'existence même de ce système global de domination.

Bien sûr et heureusement, l'expérience concrète de la lutte fait sans cesse renaître cette conscience. Ainsi par exemple lors d'une rencontre nationale des luttes de l'immigration et des quartiers populaires à laquelle nous avons convié des Gilets Jaunes, nous avons pu constater la véritable découverte et le véritable choc que fut pour eux le constat qu'ils avaient été aveugles aux violences policières systémiques dans les quartiers populaires. Les liens qui étaient établis dans les consciences [entre les violences policières subies par chacun des

deux acteurs] permettaient d'accéder concrètement c'est-à-dire de manière incarnée à la notion de système global de domination.

Mais chacun est confronté à ce système global de domination au travers de l'oppression, de la domination ou de l'exploitation qui le détruit le plus [qui le violente le plus, qui l'empêche de se réaliser le plus] conséquemment à un moment donné de sa trajectoire. Il ne peut donc y avoir pour lui de hiérarchisation des luttes lui demandant de patienter ou d'accepter que ses revendications prennent une place subalterne dans l'agenda des priorités. Une telle hiérarchisation conduit à ce que Aimé Césaire avait appelé la confusion entre « alliance » et « subordination ». Une alliance qui ne soit pas une subordination suppose de rechercher en permanence les liens systémiques entre exploitation de classe et racisme,

Tous les combats en apparence éparpillés participent tous du refus d'un même système global



entre racisme et sexisme, entre écologie et impérialisme, etc. Ce sont ces liens qui constituent la base matérielle de la conscience d'un système global de domination commun. Les classes dominantes d'une époque ont toujours intérêt à diviser ceux qui devraient être unis et à unir ceux qui devraient être divisés.

L'appel à l'union des dominés ou à la convergence des luttes est inefficace et incantatoire tant que celui-ci peut être entendu ou perçu comme un appel à taire certaines inégalités ou à les secondariser. C'est pourquoi dans une séquence plus ou moins longue selon les périodes historiques se sont les conditions de ladite « convergence » qu'il s'agit de produire, et en premier lieu la conscience des liens systémiques entre les dominations et exploitations

d'une part et sa conséquence concrète d'autre part, la solidarité active. La solidarité active de la CGT du Nord dans le combat du comité des sans-papiers 59 [surtout dans les moments durs de la lutte comme les grèves de la faim] ont logiquement conduit à de nombreuses syndicalisations au moment de la régularisation. L'urgence des papiers étant résolue pour les nouveaux régularisés, ils pouvaient s'attaquer à leur nouvelle urgence : leur surexploitation économique en tant que travailleurs assignés à certains secteurs.

Bien sûr de telles rencontres supposent de bannir toute attitude de paternalisme, de fraternalisme, de maternalisme, de sachant s'adressant à des ignorants, etc. C'est ainsi que peut progresser la prise

de conscience d'un système global de domination commun. Ho Chi Minh utilisait la métaphore de la pieuvre et de ses tentacules pour évoquer ce système global de domination. Il expliquait ainsi que certains tentacules enserraient les peuples des colonies alors que d'autres faisaient de même avec les travailleurs de la puissance colonisatrice. Il expliquait ainsi que toute victoire des uns affaiblissait la pieuvre dans son ensemble et renforçait ainsi la lutte contre l'autre tentacule. La métaphore d'Ho Chi Minh nous semble pertinente aujourd'hui pour tous les combats en apparence éparpillés mais qui participent tous du refus d'un même système global.

● **Said Bouamama**

De l'unité dans la lutte aux articulations des luttes pour penser une société des égaux

Dans la recherche d'un éventuel dénominateur commun aux luttes d'ici et d'ailleurs, il serait tentant, par confort d'esprit, de pointer le système capitaliste à la fois pour sa dimension précisément systémique et son rapport d'exploitation exercé par la dictature d'une classe minoritaire sur la Terre toute entière, dont les peuples et autres espèces vivantes. En plus du rapport capital-travail, les dominations sur des genres, des races, des écosystèmes, produisent toutes les inégalités et les douleurs du monde. En retour, ce système capitaliste qui trouve dans ces dominations, sa propre matrice, légitime ces dernières en les naturalisant via des hiérarchies sociales ; ainsi de l'échelle des races, à celle des genres ou celle du spécisme, sont produites les armes idéologiques de l'esclavagisme, du colonialisme, de l'impérialisme, du racisme, du sexisme, de l'extractivisme...

Pour autant, si ces oppressions ont permis l'émergence et l'expansion du capitalisme, elles ne s'y réduisent pas. D'une part, car certaines d'entre elles précèdent le capitalisme mais aussi et surtout d'autre part, car elles ont leur propre autonomie dont les mécanismes à n'en pas douter survivront à la mort de ce système.

Ainsi, l'expression « convergence des luttes » est juste un cri dans un mégaphone car la question reste entière: converger sur quoi? Sans doute que pour beaucoup, le point focal, le dénominateur commun ne pourrait être que le système capitaliste. Sauf que ce strabisme convergent rejette dans les angles morts toutes les singularités de chacune des oppressions jusqu'à les dénuder et les faire disparaître. Au nom de quoi exiger de ceux et celles qui luttent contre l'islamophobie ou contre les violences sexistes et sexuelles ou encore le nucléaire, d'avoir en ligne de mire le système capitaliste ?

Par contre, si nous parlons de faire l'unité autour d'une lutte spécifique comme l'une précitée ou par exemple celle qui s'oppose à la contre-réforme libérale de notre système de retraite, il va de soi que l'unité entre syndicats, partis, collectifs locaux... est tactiquement plus efficace (d'ailleurs Macron ne s'y trompe pas, il appelle lui aussi à l'unité derrière sa bannière néolibérale). Idem, si nous devons lutter contre les violences policières, il est souhaitable que tous les collectifs Vérité et Justice se retrouvent ensemble...

Mais dès lors que nous abordons des luttes différentes, il serait plus cohérent dans nos pratiques et nos réflexions, de parler d'«articulations

des luttes ». Ce serait déjà les reconnaître toutes sans invisibiliser ou hiérarchiser l'une d'elles. Cette étape, fondamentale, première et non négociable, est le préalable pour lutter à égalité de regards. Plutôt qu'un point de convergence au loin, alignons nos lignes d'horizons de luttes et laissons opérer les intersections dynamiques.

Car dans les faits, s'il y a bien intersectionnalité des luttes, il n'y a jamais eu ni hier ni aujourd'hui véritablement de juxtapositions de luttes. Seule la pensée, par simplification du réel, s'autorise à découper dans l'espace et le temps les luttes d'émancipation sociale pour en présenter un patchwork de conflictualités séparées les unes des autres. Concevoir les luttes sociales ainsi est sans doute pratique pour étudier les ressorts de chacune au regard des objectifs et des mots d'ordre qu'elles se donnent mais cela ne rend pas compte de la complexité des motivations et des consciences en marche des acteurs et actrices agissant au sein de ces collectifs.

Il se trouve que si le dénominateur commun n'a pas de sens, le commun lui existe, car dans chacun de ces collectifs agissants, nous sommes traversé.e.s par de multiples oppressions dont l'exploitation propre au rapport capitaliste. Croire que des tziganes, arabes, noir.e.s, musul-



© Ceriseslacooperative.info



man.e.s, victimes du racisme intentionnel d'État ou institutionnel, qui se mobilisent pour l'égalité des droits et pour la dignité ne seraient pas touché.e.s au même moment par la disparition des services publics qui détruit l'éducation, la santé, est absurde. En ce sens, la dimension intersectionnelle naît d'abord dans les

**Invisibiliser ou
secondariser une
lutte, c'est détruire
une partie sociale
et par conséquent
un projet de société
des égaux**

sujets agissants (ou pas) au sein de collectifs. Nous sommes, de par nos conditions objectives d'oppressions croisées, la possibilité subjective d'horizons de luttes mêlées. Encore faut-il que les reconnaissances mutuelles des combats dessinent des légitimités respectives à exister à égalité. Alors seulement, peut se penser enfin une autre société. Invisibiliser ou secondariser une lutte, c'est détruire une partie sociale et par conséquent un projet de société des égaux.

Cette étape première exige par exemple, que si demain les habitant.e.s d'un quartier populaire se révoltent à l'image de 2005 suite à l'assassinat de Zyed et Bouna, que l'ensemble de ceux et celles qui se revendiquent de l'émancipation sociale assument avec leurs organisations respectives, la solidarité politique avec les révolté.e.s. On se souvient à l'époque, comment le qualificatif de « sauvages »

ou la dénomination d'« émeutes » ont été utilisés de l'extrême droite jusqu'à l'extrême gauche pour dépolitiser ce mouvement social majeur qui aura permis la (re-)naissance de l'antiracisme politique.

Dans cette période de fascisation, il est encore temps, dans nos organisations respectives, de combattre en leur sein toutes les oppressions systémiques, de mettre la lumière sur toutes les luttes minorisées dont celle contre l'islamophobie qui aujourd'hui vertèbre quasiment tous les partis politiques, d'assumer collectivement l'autonomie des luttes avec leur exigence de non-mixité et de faire taire ceux et celles qui au nom de la sacro-sainte « non-division de notre classe sociale » nous combattent pour défendre, dans bien des cas, leurs quelques privilèges d'une blancheur couillue.

● Omar Slaouti

Défendre ce « bien commun » qu'est la mer

Face à l'implantation d'une usine « d'éoliennes en baie de Saint-Brieuc », une lutte contre une multinationale pour défendre un territoire et un « bien commun » privatisé : la mer

Ensemble 22 ! favorable aux énergies renouvelables a découvert le scandale de cette usine d'éoliennes avec l'enquête menée par Laurent Mauduit, cofondateur de Médiapart, ([dossier accessible sur Médiapart](#)). Il y démontre la privatisation de l'espace public, les grosses anomalies de l'attribution du marché à Iberdrola et les pratiques maffieuses de cette multinationale en Espagne et dans tous les pays où elle a sévi. De fait Iberdrola pourra vendre à EDF trois fois le prix du marché (contrat) de l'électricité produite de cette usine qui ne fonctionnera au mieux qu'un tiers de l'année. Ainsi se justifie la construction d'une centrale à gaz à Landivisiau.

Ce projet démarré sous Sarkozy, poursuivi sous Hollande, continue avec Macron sous protection d'un bateau de la Marine nationale et les menaces de la gendarmerie maritime en direction des pêcheurs (amendes et retraits de licences de pêche). A ce scandale financier, s'ajoute la découverte d'un projet écocide : zones protégées, autorisations officielles de destruction d'espèces protégées, coraux menacés, menaces sur la pêche...

À la découverte de ces travaux, en septembre 2021, Ensemble 22 ! a organisé deux conférences débats avec Laurent Mauduit, Catherine Pujols (association gardez les caps), et Samia (Sea Sheperds) qui ont posé toute la complexité du projet et informé les plus de 300 personnes présentes.

A l'issue de ces deux conférences, un collectif citoyen contre cette usine d'éoliennes en baie de Saint-Brieuc est créé, réunissant plus de 120 personnes d'origines très diverses (des marins-pêcheurs, des militants politiques et syndicaux, des personnes intéressées par l'environnement, d'autres, par ce projet, pour préparer des actions collectives.

Un débat compliqué : tout le monde s'accorde pour dénoncer les pratiques mafieuses, le danger pour le milieu marin et pour la pêche, mais il est difficile d'aborder la question plus générale de l'énergie (besoins, production). EELV soutient ce projet et taxe facilement les opposants de pro-nucléaires. Ce projet capitaliste « vert » est soutenu par le Conseil départemental, le Conseil régional aux directions PS et ses satellites-PCF-EELV. LR est contre.

Une mobilisation relative : La mobilisation est importante sur les réunions d'information, plus faible, mais régulière sur les actions collectives. Pendant ce temps, le projet avance, très lentement avec des plaintes déposées et non traitées (!), des

« arrosages financiers » d'« Ailes Marines » (filiale d'Iberdrola) aux collectivités locales, départementales et régionales... et des « cadeaux » aux associations locales ...

Relative la mobilisation, mais existante. Pourquoi ? Pourra-t-on les arrêter maintenant ? La population a du mal à croire qu'elle peut faire plier Iberdrola. La mobilisation des pêcheurs artisans de la Baie (Coquille Saint-Jacques) pourrait se renforcer puisqu'ils viennent de découvrir qu'Ailes Marines veut acquérir une très grande surface du port de Saint-Quay-Portrieux pour implanter leurs pontons/quais de maintenance des éoliennes.

La lutte la plus importante consiste en un travail juridique extrêmement rigoureux et précis pour attaquer en justice toutes les décisions, travail difficile à vulgariser et à suivre.

Le lien entre le rendement du capital même s'il est pour une grande majorité d'entre nous antinomique avec tout ce qui fait le vivant, n'apparaît pas spontanément à tout le monde. Et il y a ce besoin d'énergie, et ce désir de mettre fin au nucléaire.

Peur du politique par certain·es, qui refusent toute politisation d'un débat qui pourtant l'est fondamentalement.

Pour le collectif citoyen, le lien entre capital (scandales financiers) et collusion entre politique et finances apparaît clairement. Ce système doit disparaître, les citoyen·nes doivent décider. Un autre récit se construit reflétant des aspirations à une autre société.

● Odile Cholet, Corinne Le Fustec, Étienne Miossec



Faire « masse » face aux puissances de l'argent

En 2003, le gouvernement Raffarin fait la loi sur les retraites portée par François Fillon et qui contenait des mesures attaquant l'ensemble des salarié-es : hausse progressive de la durée de cotisation, à 41 ans en 2012 et à 42 ans en 2020, pour tout le monde. Il faut y ajouter les décotes particulièrement punitives pour les femmes dont les carrières sont plus souvent interrompues et qui sont majoritairement concernées par le temps partiel subi. Malgré un important mouvement social, la « contre-réforme » a été adoptée et s'est posée à moi la question du « Comment continuer mon engagement citoyen sur le long terme ? Comment m'informer et acquérir des connaissances fiables pour comprendre la politique et pouvoir agir sur les sujets qui me concernent ? ». C'est cette même année que j'adhère à Attac et que je joins le comité local.

Forte de cette expérience, je soutiens le programme l'Avenir en Commun du mouvement de « La France Insoumise » en 2017. Par ailleurs, j'ai été candidate FI aux législatives de 2017 puis 2022 et élue députée le 19 juin 2022.

Force est de constater qu'il y a une grande méfiance de la part des classes populaires pour la politique parce que c'est souvent présentée par les grands médias aux mains des milliardaires, sous le prisme des affaires qui touchent « certain-es politicien-nes ». Et c'est bien le but recherché, écarter de la politique celles et ceux que le système opprime pour garantir aux dominants leur maintien au pouvoir. Alors qu'il est absolument nécessaire de comprendre comment le système capitaliste modère notre société, organise les affaires publiques pour pouvoir changer les pratiques anti-sociales, anti-écologiques et anti-démocratiques.

Il faut reprendre de manière légale le pouvoir pour mettre en œuvre un programme de transition en rupture avec les logiques de croissance infinie du capital

Pour établir un rapport de force face aux puissances de l'argent, nous devons faire « masse » car comme le dit François Ruffin « On n'a pas l'argent mais on a les gens ! ». Il est nécessaire de s'allier, d'unir des groupes progressistes avec des objectifs spécifiques (Gilets jaunes, jeunes pour le climat, syndicats...) que le néolibéralisme s'attache depuis des décennies à isoler et à diviser.

En effet, le fonctionnement actuel du capitalisme touche les gens dans leur vie quotidienne. Il provoque un dérèglement du climat lié à des activités humaines effrénées, une raréfaction des matières premières, une perte considérable de la biodiversité, un démantèlement systématique de nos services publics et des inégalités qui se creusent dans notre pays.

Il est important que chacun et chacune puissent trouver dans une presse indépendante les clés de compréhension afin d'analyser les causes profondes des problèmes et sortir du fatalisme colporté par le pouvoir et les médias dominants.

Quoi qu'il en soit, même si les luttes dans la rue sont une nécessité constante, il faut des décisions et des décrets de l'État, autrement dit, il faut reprendre de manière légale le pouvoir pour mettre en œuvre un programme de transition en rupture avec les logiques de croissance infinie du capital. Pour cela, nous devons travailler à combattre l'abstention d'une large partie des classes populaires qui ne fait que renforcer les mesures des



© Ceriseslacooperative.info

classes moyennes supérieures et oligarchiques.

En conclusion, il faut que de plus en plus nombreuses et nombreux les citoyen-nes s'impliquent dans les associations, les syndicats, les collectifs pour faire grandir les luttes, les continuer inlassablement avec parfois des victoires et parfois des défaites. C'est d'une nécessité constante face à un gouvernement inflexible de mettre en lumière, par des actions, sa politique impopulaire même si celui-ci renforce régulièrement son arsenal répressif face au mécontentement du peuple.

● Sylvie Ferrer

Passer les frontières ou les faire tomber ?

Débuter l'année 2023 et nous questionner sur la convergence de nos combats, nous oblige à ne pas passer sous silence l'année 2022 qui a été une année électorale atypique et banale, classique et historique.

Sans émettre ici d'analyse sur le fond de la démarche insoumise, il semble important de nous souvenir que la mise en place de "l'Union Populaire" (puis dans une moindre mesure de la NUPES) a attiré une implication nouvelle et en grand nombre de militant-e-s issues des différents combats du moment : écologistes, antiracistes, féministes, syndicaux... Ce "passage" à "la" politique fut également très lisible, comme rarement depuis de nombreuses années, chez les intellectuel-le-s.

L'argumentation souvent déployée, pour justifier cet acte ("passer de l'autre côté"), s'appuie sur l'urgence à faire sauter le "verrou" politique pour obtenir des victoires. Les activistes et intellectuels se retrouvent propulsé-e-s dans la vie politique, ici électorale, du jour au lendemain. Lors des prises de paroles de ces "transfuges" d'un genre nouveau, il est souvent revigorant de découvrir des discours atypiques, loin des tics verbaux de la "classe" politique. Les mots viennent du terrain et les arguments affûtés se croisent parfois avec une absence de vision à long terme et même une tendance à un pessimisme assumé.

La question de la visée ne pouvant se superposer à un "programme", les dissonances entre les parcours et les cultures politiques de militant-e-s pourrait créer une "friction" stimulante si elle trouvait le lieu pour co-construire à partir de cette diversité...

C'est bien ici que les choses se corsent. Au-delà des crises actuelles (affaire Quatennens, démocratie interne...) l'une des révolutions que n'a pas abouti la France Insoumise reste celle à inventer pour dépasser la frontière entre nos vies engagées et la vie électorale. Puisque la vie politique reste ici enfermée dans les rythmes électoraux, les élu-e-s même insoumis sont vécus comme dépositaires d'un pouvoir "délégué" assez classique. Les déclarations lyriques n'y changent rien, la "politique" est toujours séparée des luttes et des alternatives. Les mouvements politiques ne sont pas seulement parallèles aux autres mouvements mais "au-dessus", avec un rôle de "synthèse" et parfois de "direction". C'est ici que l'on "pense" le monde à construire. Alors évidemment, on consulte, on auditionne, on concerte et on pioche dans les propositions issues du "terrain" mais le rapprochement ne peut être qu'un ralliement individuel. L'autonomie des mouvements a bon dos et l'affirmation "chacun son travail" est une rengaine connue ("Chacun son travail et les vaches seront bien gardées" aurait dit ma grand-mère.). Le partage des candidatures aux législatives a d'ailleurs été un moment souvent complexe. Le parachutage d'activistes reconnus et l'absence de visibilité pour

Choisir entre la vie (la nôtre et celle de nombreuses espèces) et le capital

de nombreux-ses militant-e-s issu-e-s des quartiers populaires fut une pilule dure à faire avaler sur le terrain. On peut pourtant constater un groupe parlementaire rajeuni et féminisé qui ressemble un peu plus au pays.

Le tragique de nos vies, soumises aux coups de boutoir du capital contre nos revenus et aux désastres écologiques et climatiques, s'il ne nous enferme pas dans le désespoir, nous appelle chaque jour à l'action et à chercher les espaces utiles à court terme. Le désir d'unité et d'efficacité est puissant chez les militant-e-s. Cette conscience aiguë qu'il va falloir choisir entre la vie (la nôtre et celle de nombreuses espèces) et le capital poussent des parcours de vie vers différents types d'action : désobéissance civile, constructions d'alternatives, engagements professionnels ou locaux, mais aussi engagements politiques. La cohérence de ces biographies en mouvement ne sauraient faire l'objet d'une quelconque hiérarchisation. Les Zadistes de NDDL sont-ils moins acteurs et actrices de la vie politique de notre pays qu'un candidat aux législatives? Sont-ils et elles moins légitimes pour bâtir un projet politique commun?

Souhaitons donc que ces nouveaux et nouvelles venu-e-s sachent faire tomber les murs entre leurs engagements et bâtir des ponts entre des modes d'actions complémentaires et enfin passer ensemble de l'anticapitalisme à l'après-capitalisme !

● Laurent Eyraud-Chaume

Dépasser la frontière entre nos vies engagées et la vie électorale





<https://laboursolidarity.org/fr/>

© Serge d'Ignazio

La contestation (aussi) se mondialise

Dans l'éditorial de décembre Christian Mahieux indique : « Les mouvements sociaux, éminemment politiques, portent les germes de changements radicaux, de ruptures ». Ces mouvements se poursuivent, même s'ils ne font pas la Une de l'actualité.

Grande-Bretagne

Du 12 au 31 décembre, près d'un million de travailleur-euses ont été en grève. Les cheminot-es, déjà mobilisé-es depuis plusieurs mois, vont débrayer pendant une semaine. Les 115 000 employés de Royal Mail privatisée qui avaient été en grève pendant deux semaines en juillet, ont annoncé dix autres jours d'arrêt de travail. Ajoutons les bagagistes d'aéroport, le personnel des autoroutes, les ambulanciers et même le Royal College of Nursing des infirmières qui annoncent vouloir se mettre en grève. La question de l'augmentation des salaires est au cœur du mouvement revendicatif alors que l'inflation dépasse les 11%. Selon la Confédération britannique des syndicats (Trades Union Congress), ce sont 20 000 livres sterling (environ 23 000 euros) que les salarié-es ont perdues entre 2008 et 2021. Sur les piquets de grève des cheminot-es, les syndicalistes du RMT appellent à

la grève générale. À l'heure où nous écrivons ces lignes nous ne savons ce qu'il en sera. Cependant, la force du mouvement, qui reste sectoriel, est un avertissement au gouvernement de Rishi Sunak le nouveau premier ministre britannique. La résignation et le sentiment d'impuissance, après tant de défaites sociales, semblent avoir été surmontés dans le camp de salarié-es. La direction des Trades Union Congress doit offrir des perspectives aux salarié-es dans la construction du rapport de force avec le patronat britannique. Cela passe certainement par la proposition de revendications unifiantes. La tête du Labour Party est plutôt inquiète de ce désordre social, elle qui comptait attendre patiemment les prochaines élections. Lorsque ce numéro de Cerises sortira, peut-être aurons-nous des raisons de nous réjouir : « Working class is back ».

● Patrick Le Tréhondat

Chine : le ras-le-bol anti-covid

La Chine a été, fin Novembre, le théâtre de grèves inattendues. Harassés par la politique « Covid-zéro » de Xi Jinping, mais aussi révoltés par leurs conditions de travail, des milliers de travailleurs du complexe industriel de Foxconn ont protesté. L'étincelle ? De nouveaux cas de Covid dans cette usine d'iPhone, qui devaient entraîner le confinement et l'isolement des salariés. Ça, et les salaires impayés.

Au même moment, à Beijing, Shanghai et partout en Chine, des manifestations éclatent à la suite d'un incendie mortel survenu dans un immeuble confiné à Urumqi (Xinjiang). Dix morts qui auraient pu être évitées si les habitants avaient pu sortir à temps.

Assiste-t-on vraiment à un appel général à plus de libertés ? D'après Camille Brugier, chercheuse à l'IRSEM contactée par 20 minutes (article du 29/11/2022), ce serait plutôt « un ras-le-bol contre la stratégie zéro-covid et la hausse des prix des denrées alimentaires ». Et puis, les images d'un monde qui reprend vie, sans masque, comme avant, a atteint la Chine via le Qatar.

Une aspiration plus large à la liberté, plus révolutionnaire, peut-elle s'envoler à partir de là ? Les étudiants ont rejoint les manifestants. Même si des arrestations ont eu lieu, et que le Parti Communiste Chinois a fait, au départ, la sourde oreille, la politique zéro-covid s'est assouplie. Les autorités renoncent aux mesures les plus radicales. Une petite victoire qui pourrait laisser des traces dans les esprits : même la censure été contournée... Brandie à bout de bras, une simple feuille blanche, symbole de tous les interdits, est devenue aussi le symbole de l'ingéniosité d'un peuple poussé à bout.

● **Alexandra Pichardie**

Vague inédite de manifestations contre la France en Afrique

Autrefois la France a pu produire une part importante de sa consommation de métaux grâce à son sous-sol (fer, bauxite, zinc, germanium et bien sûr nickel en Nouvelle Calédonie). Ce n'est plus le cas contrairement aux USA et à la Russie qui ont sur leurs propres territoires les matières premières essentielles. Les minerais stratégiques de la France sont aujourd'hui importés du continent Africain.

La jeunesse africaine, les populations, voire les gouvernements n'entendent plus en être floué-e-s ou être réduit-e-s à la seule extraction payée des queues de cerises !!!

La multiplication des actuelles manifestations antifrançaises en Afrique témoignent de cette volonté renouvelée de sortir de la dépendance économique et politique à l'égard notamment de la France.

Ainsi lit-on dans les colonnes du « 360 Afrique » du 24-07-2022 : « Auchan et Total Énergies payent le plus lourd tribut à ce sentiment anti-français qui se développe chez les jeunes Sénégalais. Lors des manifestations de mars 2021, Auchan a vu 19 de ses magasins saccagés, avec des pertes financières évaluées à plus de 15 milliards FCFA (soit 22,7 millions €) Aujourd'hui, les activistes, refusent la présence excessive française dans les économies africaines, avec un discours à la limite violent mais partagé par une grande partie de la population ».

Ces manifestations à l'égard de la France semblent toucher l'ensemble du continent. Jusqu'en République Sud-africaine où s'est déroulée « Une manifestation inédite contre la France. La mobilisation a été organisée par la gauche radicale proche de la Russie » titre France-info Afrique le 27-05-2022.

« Le Point » titre le 15-08-2022 : « Barkhane¹ dégage : manifestation au Mali contre l'armée française ! ». Le même hebdo poursuit le 19 septembre : « Niger : manifestations contre la présence militaire française et la vie chère, aux cris de « Barkhane dehors », « À bas la France », « Vive Poutine et la Russie ».

Libération du 23-11-2022 choisit de ne pas mouiller la Russie dans les affaires françaises et titre : « l'hostilité contre la politique française en Afrique ne faiblit pas ».

Le fait est que d'Alger à Antananarivo (Madagascar), de Bangui (République Centrafricaine) à Dakar Sénégal, de Ouagadougou (Burkina) à Abidjan (Côte d'Ivoire) en passant par Niamey (Niger) la presse africaine pointe vivement les politiques économiques et militaires de la France.

E. Macron s'en est ému à TV5MONDE lors du Sommet de la Francophonie le 19 novembre dernier : « Le discours antifrançais en Afrique : c'est un projet de prédation [...]. Il y a comme un retour du refoulé aujourd'hui et il est très utilisé par plusieurs puissances qui jouent leur influence dessus. [...] Moi je ne suis pas dupe, beaucoup d'influenceurs [...] qui sont sur vos plateaux [...] sont payés par les Russes je le sais très bien, on les connaît. [...] c'est la France qui est attaquée ». Macron ou la vision d'ampleur ...

● **Catherine Destom Bottin**

1. Opération militaire, menée entre autres par l'armée française qui avait pour but de lutter contre la menace djihadiste au Mali et dans les pays du Sahel. Elle est aujourd'hui rejetée par les populations concernées.

La fin officielle de l'opération Barkhane est actée depuis le 9 novembre. La France a déployé jusqu'à plus de 5500 hommes dans le Sahel. Après 9 ans de présence, la France a quitté le Mali.

Et la mer pour demeure



L'écriture poétique de Chantal T. Spitz n'est ni tiède, ni objective, guerrière contre la dévastation coloniale et la brutalité domestique. Dans cette langue polynésienne, fondamentalement pénétrée d'oralité, audible

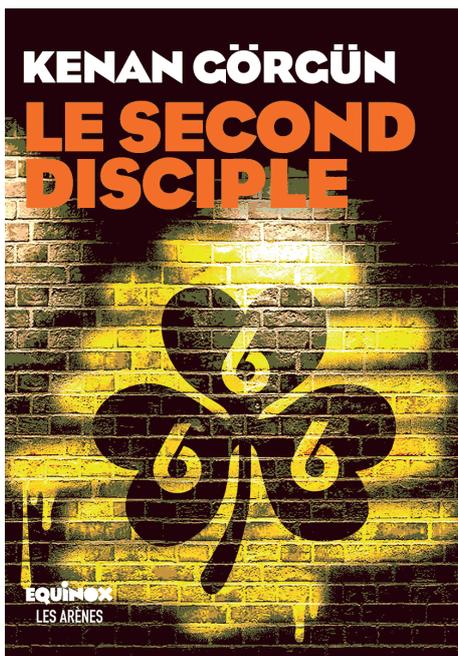
à toute oreille francophone, elle offre à lire sept nouvelles. Elle y fait entendre l'oralité poétique et populaire polynésienne. Cette langue née de la colonialité est, sous sa plume, remarquablement efficace à révéler les souffrances du peuple Mā'ohi.

Dans chacune des sept nouvelles l'auteur harcèle la doxa néocoloniale puissante. Elle est bâtie sur le double mythe redoutable d'une colonisation consentie par un peuple Tahitien installé à jamais dans une figure de « bon sauvage ». Les sept nouvelles enracinées dans la Polynésie d'aujourd'hui écrabouillent ce mythe. Sept textes qui sont autant de tableaux sombres et violents.

Sans majuscule, sans ponctuation, portant l'humilité et la poésie des dires, les sept nouvelles, de « et la mer pour demeure » sont pour Chantal T. Spitz une exploration des dérives, des douleurs de la société polynésienne contemporaine. Chantal T. Spitz est la première femme tahitienne à avoir signé un roman en Polynésie française, « L'île des rêves écrasés » (1991), salué par la critique. Elle a depuis écrit trois ouvrages. Elle s'attache à questionner la narration historique officielle qui fait des autochtones de la Polynésie française des figurants passifs de leur propre destinée. Engagée sur le front culturel, indépendantiste, elle participe également au mouvement anti-nucléaire apparu après les premiers essais français de 1966.

● **Catherine Destom-Bottin**

et la mer pour demeure, Chantal T. Spitz, Éditions Au Vent des Îles, octobre 2022, 96 pages, 12 euros



Le second disciple

L'auteur belgo-turc de cet ouvrage a-t-il écrit un « thriller » ? L'ancien militaire Xavier Brulein a tout du paumé dynamité par la colère, à l'adrénaline dopé par la haine. Bruxelles, Anderlecht, Molenbeek... ces villes cancéreuses instillent au djihadiste Abu Khassem sa dose de survie. Malgré des trop-pleins internes qui hurlent à la face de sa déraison.

On croise un groupe d'extrême-droite (« un peu de nazisme pour casser l'image de club djihadiste »), un commando « islamiste », dans une géopolitique euro-méditerranéenne. Un engrenage dont l'auteur s'ingénie à scruter embaardées et logiques dans un exercice chirurgical. On bordure le rendu sociologique et l'analyse psy, le fantasme et la déglingue. Jusqu'à une certaine horreur. Dr Jekyll ou Mister Hyde ? Lequel se cache à ce stade supérieur du Jihad qui s'en prend à des personnages plus qu'à des humain.e.s ? Les quelques heures magiques où Abu a aimé L. révèlent le paradoxe du raté. Un retour d'amour, Une flamme qui s'éteint. Le rien qui fait basculer. Mais qu'est-ce donc que la haine ???

● **Patrick Vassallo**

Le second disciple, Kenan GÖRGÜN, Les Arènes, 2019, 400 pages, 20 euros, Poche 8,4 euros

Le droit universel à la moustache



Mathieu Colloghan est un artiste militant connu pour ses activités multiples dans les milieux alternatifs. Dessinateur mais aussi parfois journaliste, célèbre pour la qualité de ses auto-collants, ses BD, sa

participation à des articles, des brochures ou livres illustrant les luttes d'hier ou d'aujourd'hui. Mais c'est peut-être surtout un peintre de grand talent dont on peut voir les toiles sur « colloblog ».

Ce livre relate avec de superbes dessins pleins de couleurs mais aussi par l'écrit et avec beaucoup d'humour une lutte au début du XX^e siècle des garçons de café pour changer radicalement leurs conditions de travail et de rémunération. Payés uniquement au pourboire et avec des journées de travail pouvant aller jusqu'à 20 heures, sans congés ni protection sociale, leurs revendications portent donc sur la fin de la précarité, la stabilité professionnelle, le droit de se syndiquer et - Cerise sur le gâteau- le droit de porter la moustache. Une vraie et dure lutte syndicale face à un patronat rétrograde soutenu par le radical Clemenceau pourtant présenté comme « homme de gauche ». Cette grève est inventive, enthousiaste mais il y a, bien sûr des « jaunes » suscités par les patrons » ; elle est réprimée avec des arrestations de militants pour « atteinte à la liberté du travail ». Au bout de 21 jours les grévistes décident d'arrêter ayant obtenu une partie de leurs revendications mais pas le droit au repos hebdomadaire et le syndicat n'est toujours pas reconnu.

Il faudra attendre les années 80 pour que soit enfin obtenue la fin de la rémunération au pourboire !

● **Henri Mermé**

Le Droit universel à la moustache, Colloghan, ABC éditions, Décembre 2022, 18.50 euros

L'homme préhistorique est aussi une femme



« Non ! Les femmes préhistoriques ne passaient pas leur temps à balayer la grotte ! » Le bandeau jaune qui tranche sur la couverture de cet essai est réjouissant. Le projet du livre également.

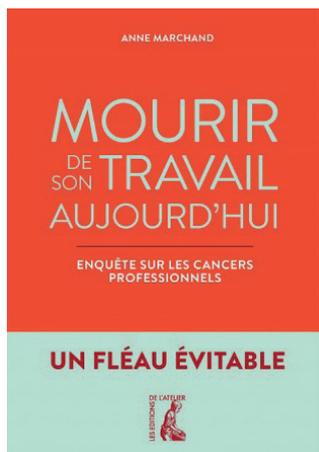
Il aura fallu attendre le début du XXI^{ème} siècle pour que la femme apparaisse comme un véritable sujet d'étude dans les œuvres consacrées à la préhistoire. Ce petit livre s'appuie sur les dernières recherches et met en lumière cette idée (peu) étonnante : l'histoire de l'évolution, comme l'archéologie – cette science jeune née au XIX^{ème} siècle – a été écrite par des hommes selon un point de vue qui nous en apprend davantage sur le siècle d'écriture que sur la préhistoire elle-même. Et sur le terreau de théories scientifiques orientées s'est enracinée une idéologie antiféministe, cantonnant les femmes à un rôle passif, reproductif ou sexuel.

Ce petit ouvrage passe au crible et déconstruit les clichés que nous avons emmagasinés depuis notre enfance (la femme qui attend son homme, chasseur, créatif, artiste, porteur de progrès... dominant), mais pas seulement. On y aborde également la préhistoire en tant que discipline scientifique, la notion d'archéologie du genre, la sexualisation du corps féminin, l'art... tout un panorama de sujets variés, dans lesquels aller piocher quand on a envie de réfléchir autrement.

Un livre à découvrir pour remettre en cause des fausses connaissances dominantes dans la conscience et la culture collectives.

● **Alexandra Pichardie**

L'homme préhistorique est aussi une femme, Marylène Patou-Mathis, Allary Éditions, Octobre 2020, 352 pages, 21,90 euros

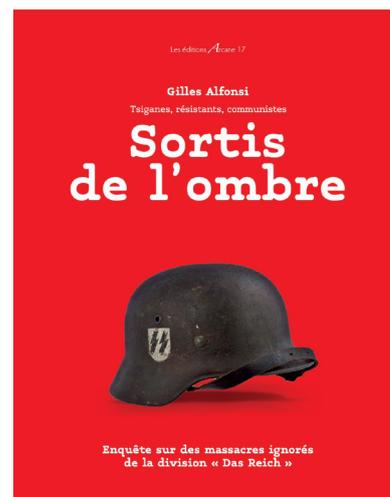


Mourir de son travail aujourd'hui

En France, des millions de salarié-es sont exposé-es, sur leur lieu de travail, au risque cancérigène. Chaque année, il y a des dizaines de milliers de nouveaux cas de cancer dûs au travail, donc de la responsabilité du patronat. L'amiante bien sûr ; mais pas seulement. De très nombreux métiers sont concernés. Codirectrice du Groupement d'intérêt scientifique sur les cancers d'origines professionnels en Seine-Saint-Denis, Anne Marchand nous livre ici son expérience auprès de personnes demandant « réparation » ; si tant est que ce terme soit adapté, alors qu'il s'agit d'être humains subissant une grave maladie. Faire respecter le droit à indemnisation suite au préjudice subi est légitime ; c'est aussi un moyen pour que le patronat et les pouvoirs publics cessent de minimiser, voire cacher, les risques cancérigènes. Car l'enjeu est aussi là : en finir avec ces agressions patronales que sont les maladies et les morts dues au travail salarié. Rendre visibles ces cancers du travail, c'est aussi participer à rompre avec l'invisibilité des millions de personnes qui font tourner notre société. Un livre utile à tous et toutes, nécessaire aux syndicalistes.

● **Christian Mahieux**

Mourir de son travail aujourd'hui. Enquête sur les cancers professionnels ; un fléau évitable, Anne Marchand, Éditions de l'atelier, 2022, 23 euros.



Sortis de l'ombre

Gilles Alfonsi vient de publier aux Éditions Arcane un livre « Sortis de l'ombre » qui est un remarquable travail de recherche sur les pages sombres de notre Histoire. 1944 la sinistre division « Das Reich » remonte vers le front de Normandie. La Résistance intérieure se mobilise pour freiner sa progression. Cette division sème la terreur et multiplie les massacres des Hautes Pyrénées jusqu'au centre de la France. Cette division s'est distinguée à Tulle : 99 pendus, et Oradour sur Glane faisant 642 victimes. Mais ce qu'on sait moins ce sont les exactions commises dans le Tarn et Garonne et le Lot et Garonne après Oradour donc entre le 10 juin et fin juin 44. Une partie de la division s'est déployée entre Montauban et Bordeaux pour semer la terreur et anéantir la Résistance. L'auteur s'est donc attaché dans un travail de recherche minutieux qui a duré plus de deux ans à mettre au grand jour les massacres perpétrés dans le Sud-Ouest et dont on n'a jamais ou très peu parlé : Les massacres du 23 juin 1944 avec l'extermination des Tziganes à Saint-Sixte, des résistants à Caudecoste et Dunes un village supplicié comme le dit le dernier chapitre « un épisode local inséparable » de la grande Histoire. Un très bel ouvrage à offrir

● **Daniel Rome**

Sortis de l'ombre, Gilles Alfonsi, Éditions Arcane 17, décembre 2022, 270 pages 23 euros

« Baraye zan, zendegi, azadi » Femmes, vie, liberté

En Octobre dernier, une pétition proposait d'ajouter aux candidats aux Grammy Awards une chanson iranienne rendue populaire par le groupe Cold Play. Cette chanson, c'est « Baraye » (qui peut se traduire par « pour » ou « à cause de ») écrite et interprétée par Shervin Hajipour. Ce jeune chanteur populaire a diffusé sa création sur instagram quelques jours après la mort à Téhéran de Mahsa Amini. Réaction immédiate : des agents des « Gardiens de la révolution » l'arrêtent. Relâché deux jours plus tard, il reste exposé à des poursuites. Et la chanson est censurée. Mais les réseaux sociaux ont parfois du bon : en quelques heures, le clip avait été visionné plus de quarante mille fois. Impossible d'arrêter la machine, des artistes et manifestants du monde entier s'en emparent.

Si elle dérange, c'est que cette chanson s'inspire de 31 tweets, 31 raisons de protester, de se battre, de réclamer la liberté en Iran.

La liberté des femmes, bien-sûr, avec ce slogan repris dans de nombreuses manifestations « Femmes, vie, liberté » et puis « pour ma sœur, ta sœur, nos sœurs ». « Pour les fillettes qui préféreraient être nées garçons ». Mais cette liberté « azadi », elle est aussi « pour les hommes, pour le pays, pour le développement ».

Car de nombreux hommes ont rejoint le mouvement. La mort de Mahsa Amini a ouvert les vannes. C'est un véritable manifeste anti-théocratie. « A cause de cette obsession de nous forcer au Paradis » dit la chanson... Refus des règles liberticides sensées éviter l'Enfer et qui en créent un sur Terre...

Que dit-elle d'autre ? L'interdiction de danser dans les rues, la peur de s'embrasser, la recherche d'une vie normale, la liberté de promener son chien, l'écologie, la misère dans le pays, la honte du père qui ne peut nourrir sa famille, la corruption, l'hypocrisie des Mollah qui forcent les écoliers à chanter « Mort à l'Amérique », alors que leurs enfants y coulent des jours heureux, les bâtiments qui s'effondrent. La mort, la peur, la misère.

Elle chante à deux reprises la discrimination des enfants afghans enfin, travailleurs de sept ans, qui n'ont aucun accès à l'école. Elle fait allusion à une vidéo qui a provoqué une vive émotion : un journaliste demande à un petit garçon afghan affairé dans une décharge ce que serait son rêve. L'enfant ne comprend pas. Qu'est-ce qu'un « rêve » ? Est-ce un problème de traduction ? Le Farsi n'est pas sa langue. Ou bien a-t-il enseveli dans cette décharge l'idée même de rêver ?

« Baraye » n'apparaît pas dans la liste des nommés aux Grammy Awards... Domage. Il est des chansons qui ne reçoivent jamais de récompenses. Et des récompenses dont le bien-fondé nous échappe ! Combattre pour la liberté est peut-être moins politiquement correct que chanter des chansons grivoises, qui sait ? Reste à savoir ce que deviendra Shervin Hajipour. En espérant que Paris n'ait jamais à lui donner – comme à Mahsa Amini – une citoyenneté d'honneur en carton symbolique - et à titre posthume.

● Alexandra Pichardie



Le noyau de la nouvelle équipe est constitué de Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Olivier Frachon, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Patrick Le Tréhondat, Laurent Lévy, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Alexandra Pichardie, Makan Rafatjou, Daniel Rome, Pierre Zarka, Patrick Vassallo, militant-e-s de l'émancipation cheminant au sein de l'ACU, l'Union communiste libertaire, d'Attac, de l'Association Autogestion, du réseau AAAEF, d'Ensemble, de FI, du NPA, de l'OMOS, de la CGT, de Solidaires ...

Comme dit dans le Manifeste, nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires. Pour donner votre avis écrire à cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne
<https://cerislacooperative.info/abonnement-journal/>